

Notes sur les Alliés et le fascisme italien, par Felix Morrow (1)

Les « démocraties » et les démocrates italiens

Depuis les premiers jours de la guerre, les « démocraties » ont été sourdes aux avis non sollicités des démocrates. Les antifascistes italiens pro-alliés expliquaient que « *la meilleure façon de gagner cette guerre c'est en armant et en soutenant la révolution européenne* ».

Mais les seules armes qu'on leur a données c'est comme soldats individuels dans les armées britannique et américaine. Washington a décliné l'offre de Randolfo Pacciardi (2), ancien commandant de la Brigade Garibaldi en Espagne, qui essayait de constituer une force d'antifascistes italiens à débarquer en Italie dans une occasion comme l'était la chute de Mussolini. En revanche, Washington a accepté la proposition d'Otto de Habsbourg de former un bataillon autrichien, qui n'a guère eu de succès à cause d'une opposition générale.

Toutes les tentatives d'émigrés italiens d'assurer un soutien officiel ou officieux à une révolution furent vaines ; leurs émissions à destination de l'Italie se virent interdire les attaques contre la monarchie et les chefs de l'armée.

Tout cela s'est passé au cours d'une période dans laquelle personne n'aurait prétendu que la politique était dictée par les besoins militaires ; il n'était pas alors question d'une venue alliée en Italie. Même quand il y eut des offres de collaboration venant des Britanniques qui, on le sait, prirent à un moment contact avec Lussu (3), le chef du Parti d'Action, les négociations furent rompues quand Lussu posa comme condition de la collaboration le renversement de la monarchie ; les Britanniques insistaient pour la préserver.

La politique anglo-américaine après la chute de Mussolini n'a été qu'une simple continuation de la ligne antérieure. Le prétexte ostensible pour les séries de déclarations faites pendant la semaine qui précéda la prise de fonction de Badoglio (4), fut la commodité pour les questions militaires. On pourrait peut-être persuader Badoglio et le Roi de se rendre et cela aurait sauvé la vie de nombre de nos garçons.

C'est probablement pour faciliter cette manœuvre que les bombardements de l'Italie furent arrêtés pendant deux semaines durant lesquelles — précisément parce que les masses italiennes voyaient dans l'arrêt des bombardements un signe que Badoglio allait dans la direction de la paix — Badoglio fut capable de survivre à la vague révolutionnaire et de réorganiser l'armée au moins en se débarrassant des soldats qui refusaient de tirer sur les manifestations.

Il est tout à fait certain qu'à cette époque Churchill, Roosevelt et Eisenhower (5) surent ce qui était depuis longtemps clair pour le commun des mortels. Badoglio ne voudrait ni ne pourrait faire la paix à ce moment.

Loyauté de classe à travers les champs de bataille

En fait, si leur seule motivation avait été de précipiter l'Italie hors de la guerre aussi vite que possible, l'arrêt de deux semaines des bombardements est incompréhensible. Les nécessités militaires dictaient non seulement la poursuite des bombardements mais d'autres actions militaires, comme l'a fort bien montré l'historien Gaetano Salvemini (6) dans un article écrit le 5 août (le lendemain du jour où le *New York Times* reporta que « *les appels radio d'Afrique du Nord recommandent tous la Maison de Savoie* »). Salvemini écrivait :

« On se serait attendu à ce que M. Churchill et M. Roosevelt n'aient pas cessé les opérations de guerre après la chute de Mussolini, mais les continuent de façon aussi intensive que possible, en écrasant la machine de guerre italienne vite et complètement, sans accorder la moindre attention à ce que pouvaient faire à Rome le roi ou Badoglio à Rome [...] »

Ou au moins, si on n'avait pas gardé à ne rien faire aux Etats-Unis un homme comme Randolfo Pacciardi, mais si on lui avait permis de rassembler autour de lui quelques centaines de volontaires et que lui et ses hommes aient été disponibles en Sicile le jour de l'annonce de la chute de Mussolini, on aurait pu les envoyer immédiatement à Civitavecchia et, de là, ils auraient marché sur Rome, peut-être sans rencontrer de résistance. Même s'ils avaient échoué, été pris et exécutés, ç'aurait été des volontaires italiens, pas des Américains ou des Britanniques qui auraient perdu la vie et l'impact de leur tentative aurait été immense dans toute l'Italie. L'aventure aurait valu un procès.

Mais les sages du Département d'Etat n'ont pas autorisé Pacciardi à aller là où il pouvait être utile. Mais une centaine de paras largués sur Rome la nuit suivant la démission de Mussolini, auraient pu désorganiser totalement ce centre névralgique de l'administration militaire italienne et aurait plongé Rome dans une horrible confusion » (New Republic, 14 août)

Au lieu de cela, les centres nerveux de l'administration militaire italienne se sont vus accorder un répit qu'ils ont employé contre la révolution. Ce n'est que comme des actes de soutien à Badoglio et au roi, sur la question de faire ou non la paix, que l'on peut expliquer les déclarations anglo-américaines : la réprimande de Roosevelt au journaliste radio de l'OWI qui avait parlé du « *stupide petit roi* », la déclaration de Churchill aux Communes qu'il ne voulait pas « *briser toute la structure et l'expression de l'Etat italien* » ou voir l'Italie réduite à l'état de « *chaos et d'anarchie* » (27 juillet) ; la déclaration de Roosevelt qu'il « *était prêt à négocier avec quiconque n'était pas membre du gouvernement fasciste* », et qu'il voulait « *empêcher ce pays de plonger dans l'anarchie* » (30 juillet) ; la déclaration du *New York Times* : « *Il est vraisemblable que les axes politiques internes sont établis et que les éléments antifascistes recherchent leurs propres avantages. Il y a des éléments qui montrent que les communistes sont lourdement impliqués dans nombre de désordres. Le désordre gênerait la poursuite de la guerre contre Hitler* » (1^{er} août).

Milan-Rome : Contraste en « démocratie »

Après les deux semaines d'arrêt du bombardement, il a recommencé de nouveau le 5 août avec un grand raid britannique sur Milan et d'autres villes industrielles du Nord. Puis, trois fois en quatre jours — les 12, 14 et 15 août, — Milan a reçu les bombes britanniques de « *saturation* ». La ville en est ressortie non seulement avec ses usines mais ses quartiers ouvriers réduits à des décombres, la population s'enfuyant à la campagne et vers la sécurité de Rome.

Pourquoi Milan ? Depuis la chute de Mussolini, Milan a été le centre des grèves, des manifestations et des heurts avec la police et les troupes. C'est là qu'il y a eu les actions les plus révolutionnaires : la prise d'assaut de la prison Cellari et la libération des prisonniers politiques, des manifestations faisant face avec succès aux ordres de dispersion ; des troupes désobéissant aux ordres de tirer sur les ouvriers ; la saisie des anciens bureaux des fascistes par les organisations antifascistes ; là, les travailleurs ont commencé par sortir les fonctionnaires « *fascistes* » du local syndical et en ont fait celui de leur syndicat ; c'est là qu'ont commencé les grèves pour la paix qui se sont répandues dans tout le nord. Milan était le phare de la révolution. Toutes les dépêches de Berne jusqu'au 12 août indiquaient Milan comme le centre du mouvement ouvrier montant. C'est pourquoi ce spécialiste de l'étude des révolutions qu'est Churchill a fait raser ses quartiers ouvriers.

Si les démocraties avaient considéré le mouvement antifasciste comme un allié, l'exemple de Rome montre comment Milan aurait été bombardé s'il l'avait été. Au cours des deux raids sur Rome, les bombardiers de précision américains furent utilisés, qui attinrent avec précision les centres ferroviaires et les installations militaires. Les officiers qui les commandaient se vantaient qu'il n'y eut qu'une église endommagée en dépit de la dévastation du reste ! Pensez à cela et pensez ensuite au bombardement de saturation du prolétariat de Milan. Le collaborateur de Mussolini pendant 21 ans, le Pape, et ses propriétés, sont ceux qui doivent être ménagés à tout prix, mais pas les ouvriers de Milan. Le moindre dommage fait aux usines de Milan paralysées par la grève a été le bombardement précis au lieu du bombardement de saturation de la ville — appréciez la différence dans les échelles — pour la destruction et la disparition du mouvement ouvrier de Milan.

Qu'est-ce qui aurait été le plus utile si le but réel était la lutte contre le fascisme ? La question se résout d'elle-même.

Inutile de dire que les « *antifascistes* » du *Daily Worker*, du *New Leader* etc., n'ont pas dit un mot sur le massacre du Milan prolétarien. Le jour où l'on annonce que Milan avait été bombardé trois fois, les rédacteurs staliniens assoiffés de sang ne se plaignirent que de ce que Rome n'avait pas été bombardée : « *La Ville Eternelle ne peut pas être retirée de la guerre...La question de savoir si on va encore bombarder Rome n'est pas une question d'humanitarisme. C'est une question de guerre. Nous ne pouvons lever le pied un moment* ». Quant à nous, nous ne manquerons pas de dire aux survivants du PC de Milan comment leurs camarades de parti américains ont manifesté leur solidarité.

Pourquoi l'hostilité de Washington et de Londres à ce que tout le monde respectable — les staliniens, les social-démocrates, tous les partis antifascistes d'Italie, et en général l'opinion publique bourgeoise, la presse et la radio des démocraties — disent que ce sera une révolution démocratique, conduisant à une république démocratique bourgeoise ?

Les critiques « *socialistes* » et « *démocrates* » de la politique anglo-américaine ne sont pas capables d'expliquer sa motivation. Niant le caractère prolétarien de la révolution qui vient, ils ne peuvent expliquer l'hostilité des démocrates bourgeois aux révolutions démocratiques bourgeoises. [...]

L'Étincelle ?

Le *New Leader* ne peut que se plaindre que la politique Roosevelt qui « *néglige de tenir le pouls de la volonté nationale. Le moindre inconvénient occasionné par des désordres serait un prix bien réduit à payer pour une telle manifestation de l'esprit démocratique* ». Infiniment plus sérieux, Roosevelt et Churchill savent que « *le moindre inconvénient* » d'une révolution italienne victorieuse serait l'étincelle qui enflammerait la révolution européenne et que le « *prix bien réduit* » en serait la fin du capitalisme mondial.

Notes:

(1)Extrait de *Fourth International*, IV, août 1943, « The First Phase of the Revolution ».

(2)**Randolfo Pacciardi** (1899-) avocat républicain, condamné au *confino*, s'enfuit et se réfugie en Suisse en 1926. Commandant du bataillon Garibaldi des Brigades internationales en Espagne, critique du rôle

des staliniens, blessé au front. Il vit ensuite aux EU, revient en 1944. Plusieurs fois ministre après-guerre.

(3)**Emilio Lussu** (1870-1975), Sarde, avocat, membre du Parti sarde d'action, invité à Moscou, agressé par les Chemises noires, arrêté, il s'évade du *confino* et fonde Giustizia e Libertà. Aux Etats-Unis en 1940, anime le mouvement antifasciste. Ministre après-guerre.

(4)**Pietro Badoglio** (1871-1956), maréchal, avait pris la tête du gouvernement à la mort de Mussolini.

(5)**Dwight D. Eisenhower** (1890-1969), général américain, était depuis 1942 commandant en chef des forces alliées sur le théâtre européen et était en 1943 commandant suprême pour l'Italie.

(6). **Caetano Salvemini** (1883-1957), écrivain et journaliste, « *méridionaliste* », fondateur de *l'Unità* ; socialiste réformiste puis radical ; antifasciste, s'exile et vit aux Etats-Unis.